

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

I

Arrêté du Préfet de police en date du 22 mai 1877.

Nous, Préfet de Police,

Vu la demande à nous adressée, le 18 avril 1877, par les personnes dont les noms et adresses figurent sur la liste ci-jointe, demande ayant pour but d'obtenir l'autorisation nécessaire à la constitution régulière d'une association fondée à Paris sous la dénomination de *Société générale des Prisons* ;

Ensemble les statuts de ladite association ;

Vu l'article 291 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — L'association organisée à Paris sous le nom de *Société générale des Prisons* est autorisée à se constituer et à fonctionner régulièrement.

ART. 2. — Sont autorisés à être appliqués les statuts susvisés tels qu'ils sont annexés au présent acte.

ART. 3. — Les membres de l'association devront se conformer strictement aux conditions suivantes :

1° Justifier du présent arrêté au commissaire de police du quartier sur lequel auront lieu les réunions ;

2° N'apporter, sans notre autorisation préalable, aucune modification aux statuts tels qu'ils sont ci-annexés ;

3° Faire connaître à la Préfecture de Police, au moins cinq jours à l'avance, le local, le jour et l'heure des réunions générales ou autres ;

4° N'y admettre que les membres de la Société et ne s'y occuper, sous quelque prétexte que ce soit, d'aucun objet étranger au but indiqué dans les statuts, sous peine de suspension ou de dissolution immédiate ;

5° Nous adresser, chaque année, la liste des sociétaires, contenant leurs noms, prénoms, profession et résidence ; la désignation des membres du bureau, généralement tous les renseignements relatifs au travail et au développement de l'association, ainsi que tous les documents que nous réclamerons, tant sur le mouvement de son personnel que sur sa situation financière ;

6° Enfin, ne former aucune section départementale sans avoir obtenu l'autorisation du préfet compétent.

ART. 4. — Ampliation du présent arrêté, qui devra être inséré en tête des statuts, sera transmise au commissaire de police du quartier Vivienne, qui en assurera l'exécution en ce qui le concerne.

Fait à Paris, le 22 mai 1877.

Le Préfet de Police,
Signé : VOISIN.

II

Statuts de la Société générale des Prisons.

I. — Une Société est instituée sous le nom de Société générale des Prisons.

II. — Elle a pour objet de contribuer, par les moyens indiqués dans l'article III ci-dessous, à l'amélioration du régime pénitentiaire en France.

III. — Elle se propose d'atteindre ce but :

1° Par l'institution de réunions périodiques où seront examinées les questions ayant trait au régime de nos établissements pénitentiaires ;

2° Par des publications périodiques et spéciales ;

3° Par un concours actif donné aux commissions de surveillance des prisons et aux sociétés de patronage formées pour venir en aide aux prisonniers libérés.

IV. — Elle comprend des membres résidant à Paris, dans les départements et à l'étranger.

Elle nomme des correspondants à l'étranger.

V. — Elle est administrée par un Conseil de direction composé de :

1° Un Président, élu pour deux ans ;

2° Quatre Vice-Présidents et seize membres au moins, élus pour quatre ans ;

3° Un Secrétaire général, quatre Secrétaires au moins et un Trésorier, nommés chaque année par le Conseil.

VI. — Les Vice-Présidents et les membres du Conseil sont renouvelés chaque année par quart et à tour de rôle.

Aucun des membres du Conseil, à l'exception du Secrétaire général, des Secrétaires et du Trésorier, n'est immédiatement rééligible.

Toutefois, le Président peut être pris parmi les membres du Conseil ou parmi les membres sortants.

Les élections se font au scrutin secret et à la majorité des membres présents. Au deuxième tour, la majorité relative est suffisante.

VII. — Le Conseil de direction représente la Société et statue sur toutes les affaires concernant son administration.

Il se prononce sur l'admission des membres nouveaux qui doivent être présentés par deux sociétaires ;

Il arrête le Règlement intérieur qui détermine l'ordre des travaux, fixe le taux de la cotisation annuelle (1) et assure l'exécution des statuts ;

Il est chargé de la direction des travaux et de l'administration des fonds de la Société ;

Il autorise toutes les dépenses ;

Il ordonne et surveille les publications ;

Il fixe l'ordre du jour des séances.

VIII. — Les travaux soumis à l'Assemblée générale ne sont l'objet d'aucun vote. L'Assemblée générale ne vote que sur les propositions qui lui sont soumises par le Conseil de direction.

IX. — Le Trésorier n'acquitte aucune dépense si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnée par le Secrétaire général.

(1) Cette cotisation a été fixée à 20 francs.

X. — A la fin de chaque année, le Trésorier présente son compte au Conseil, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'Assemblée générale pour être arrêté et approuvé par elle.

XI. — Aucune modification aux présents statuts ne peut avoir lieu qu'en Assemblée générale et sur la proposition du Conseil,

XII. — En cas de dissolution de la Société, l'actif social recevra la destination qui sera déterminée par l'Assemblée générale.

III

Règlement de la Société générale des Prisons.

TITRE PREMIER

Conditions d'admission. — Cotisations.

ARTICLE PREMIER. — Toute présentation d'un membre est adressée par écrit au Secrétaire général.

ART. 2. — Les membres nouveaux sont informés de leur admission par une lettre du Secrétaire général.

ART. 3. — Les membres paient une cotisation annuelle de 20 francs.

ART. 4. — Les membres correspondants étrangers ne sont pas soumis au paiement de la cotisation.

La liste des membres correspondants est arrêtée chaque année par le Conseil de direction.

ART. 5. — Tout membre qui n'a pas acquitté sa cotisation de l'année peut, après deux avertissements, l'un du Trésorier, et l'autre du Secrétaire général, être déclaré démissionnaire par décision du Conseil.

ART. 6. — La liste générale des membres est dressée par les soins du Trésorier et imprimée au commencement de chaque année après avoir été soumise au Conseil.

TITRE II

Conseil de direction.

ART. 7. — Le Conseil se réunit au moins une fois par mois, du mois de novembre au mois de juillet, sur la convocation du Président.

ART. 8. — Le Conseil de direction nomme, dans son sein, deux Commissions présidées par le Président ou par un Vice-Président désigné par lui : la *Commission des Études*, chargée de préparer l'ordre du jour des séances et de publier le Bulletin de la Société; la *Commission des Œuvres*, chargée d'examiner les propositions relatives à l'action extérieure de la Société.

Ces Commissions agissent sous l'autorité du Conseil et dans la mesure des pouvoirs qui lui sont délégués par lui.

Le Secrétaire général en fait partie.

TITRE III

Travaux de la Société.

ART. 9. — Les procès-verbaux des séances du Conseil sont rédigés par un des Secrétaires et signés par le Président.

ART. 10. — Les séances générales ont lieu, au moins une fois par mois, du mois de décembre au mois de juin.

Les jours des séances sont fixés par le Conseil de direction.

ART. 11. — Aucune discussion ne peut avoir lieu que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Les propositions concernant les travaux ou l'administration de la Société sont renvoyées sans débat à l'examen du Conseil.

Aucun vote n'a lieu que sur les questions soumises à la Société par le Conseil de direction, l'élection des membres du Conseil, l'approbation des comptes du Trésorier.

ART. 12. — Les sujets d'étude sont mis à l'ordre du jour par le Conseil, sur la proposition soit d'un des membres de la Société, soit d'une des sections dont il est parlé en l'article suivant. Ils donnent lieu à un rapport écrit de la part de leur auteur et sont suivis d'une discussion orale, soit à la même séance, soit dans une séance suivante.

ART. 13. — Les membres qui veulent prendre une part active aux travaux de la Société sont inscrits, sur leur demande, dans une section correspondant à l'une des branches des études de la Société.

Le nombre de ces sections est déterminé chaque année par le Conseil de direction.

ART. 14. — Elles se réunissent sur la convocation et sous la présidence de membres désignés chaque année par le Conseil de direction.

Elles nomment leur bureau et fixent l'ordre de leurs travaux.

Le Secrétaire général est informé de l'heure et du lieu de toutes les réunions, et peut y assister ou s'y faire représenter par un des Secrétaires de la Société.

ART. 15. — Les propositions des sections, relatives à l'ordre du jour des séances générales, à la composition du Bulletin, et aux œuvres de la Société, sont transmises par l'intermédiaire du Secrétaire général aux Commissions dont il est question en l'article 8.

Les livres et documents de toute nature communiqués à la Société sont transmis par le Secrétaire général au Président de la section compétente, qui les distribue aux membres pour qu'il soit fait à la section un rapport sommaire sur le contenu de ces documents.

ART. 16. — Toutes les communications doivent être adressées au Secrétaire général, au siège de la Société.

Toute la correspondance doit être signée ou visée par le Secrétaire général, ou l'un des Secrétaires désignés par lui.

TITRE IV

Dispositions diverses.

ART. 17. — Le Conseil désigne chaque année un de ses membres pour administrer la Bibliothèque et les Archives de la Société.

ART. 18. — Une *Commission des comptes* composée de trois membres, nommés chaque année par le Conseil, donne son avis sur toutes les dépenses proposées et sur les traités à passer, notamment avec l'imprimeur et l'éditeur.

Elle reçoit les comptes du Trésorier et fait son rapport au Conseil. Elle vérifie l'état matériel de la Bibliothèque et des Archives.

ART. 19. — Le compte des recettes et dépenses est arrêté au 30 novembre de chaque année.

IV

Conseil de direction pour l'année 1878-1879

Président :

M. DUBAURE, de l'Académie française, Sénateur, Garde des Sceaux, Président du Conseil, ancien Bâtonnier.

Vice-présidents :

MM. AUBÉPIN, Président du Tribunal de première instance de la Seine.

BÉRENGER, Sénateur, Vice-Président du Conseil supérieur des Prisons.

BÉTOLAUD, ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats à la Cour d'appel de Paris.

L'amiral FOURICHON, Sénateur, ancien Ministre de la marine.

Membres du Conseil :

MM. ALFRED ANDRÉ, ancien Député.
BOURNAT, Avocat à la Cour d'appel de Paris, membre du Conseil supérieur des Prisons.

A. CHAIX, Imprimeur-Éditeur.

DARESTE, Conseiller à la Cour de cassation.

DELISE, Procureur de la République près le Tribunal de la Seine.

G. DUBOIS, Substitut du Procureur général à Paris.

DUVERGER, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

GREFFIER, Conseiller à la Cour de cassation.

V^{te} D'HAUSSONVILLE, ancien Député, membre du Conseil supérieur des Prisons.

L'abbé DE HUMBORG, premier Aumônier de la Maison de correction de Saint-Lazare.

GABRIEL JORET-DESCLOSIÈRES, Avocat à la Cour de Paris.

LACOUR, Avocat général à la Cour de cassation.

- MM. LEFÉBURE, ancien Sous-Secrétaire d'État, ancien Député, membre du Conseil supérieur des Prisons.
 Le Dr MARJOLIN, Chirurgien honoraire des Hôpitaux.
 PETIT, Conseiller à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur des Prisons.
 PICOT, Membre de l'Institut, Directeur des affaires criminelles et des grâces.
 L. RENAULT, Avocat à la Cour de Paris, Député, membre du Conseil supérieur des Prisons.
 RIBOT, Avocat à la Cour de Paris, Député, ancien Secrétaire général du Ministère de la justice.
 SEYNES (le Dr JULES de).
 VANIER, Juge au Tribunal de la Seine.

Secrétaire général :

- M. FERNAND DESPORTES, Avocat à la Cour de Paris, membre du Conseil supérieur des Prisons.

Secrétaires :

- MM. DE ROUVILLE, Auditeur au Conseil d'État, Chef du Cabinet du Ministre de l'intérieur, Secrétaire-adjoint du Conseil supérieur des Prisons.
 PROUST, Substitut du Procureur de la République à Paris.
 DE CORNY, Avocat à la Cour de Paris.
 PAULIAN, Secrétaire-adjoint du Conseil supérieur des Prisons.
 LE COURBE, Avocat à la Cour de Paris.
 RAOUL JAY, Avocat à la Cour de Paris.

Trésorier :

- M. BOUCHOT, Avocat à la Cour de Paris.

V

Délégués du Conseil de direction.

- Département de la Corse : M. le conseiller ADRIANI.
 — de la Haute-Garonne : M. le conseiller AUZIES.
 — de l'Hérault : M. le conseiller DELPECH.

- Département de l'Isère : M. l'avocat général BERGER.
 — du Nord : M. le conseiller HARDOUIN.
 — des Basses-Pyrénées : M. le conseiller JAUFFREAU DE LAGÉRIE.

Sections.

PREMIÈRE SECTION

Législation pénitentiaire en France.

Président : M. MERCIER, premier président à la Cour de cassation.

Secrétaire : M. PROUST, substitut du procureur de la République à Paris.

DEUXIÈME SECTION

Régime pénitentiaire en France. — Patronage des adultes.

Président : M. BÉRENGER, sénateur, vice-président du Conseil supérieur des prisons.

Secrétaire : M. LE COURBE, avocat à la Cour d'appel de Paris.

TROISIÈME SECTION

Éducation correctionnelle. — Patronage des jeunes libérés. — Mesures préventives.

Président : M. BÉTOLAUD, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris.

Vice-Président : M. le comte LE COURBE, conseiller honoraire à la Cour de Dijon.

Secrétaire : M. DE CORNY, avocat à la Cour d'appel de Paris.

QUATRIÈME SECTION

Questions pénitentiaires à l'étranger.

Président : M. l'amiral FOURICHON, sénateur.

Secrétaire : M. REITLINGER, avocat à la Cour d'appel de Paris.

VII

Commissions.

Commission des études.

M. BÉTOLAUD, président.
MM. G. DUBOIS.
A. RIBOT.
JORET-DESCLOSIÈRES.

Commission des œuvres.

M. BÉRENGER, président.
MM. LEFÉBURE.
D^r MARJOLIN.
PICOT.

Commission des comptes.

MM. A. ANDRÉ.
A. CHAIX.
JORET-DESCLOSIÈRES.

VIII

Bibliothèque.

Bibliothécaire : M. LE COURBE, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Commission de l'œuvre des bibliothèques des colonies privées.

M. le D^r MARJOLIN, président.
MM. LACOINTA.
PICOT.

IX

LISTE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

PARIS

MM.

ADAM, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, rue de Rome, 69.
AIGNAN, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, rue Miromesnil, 57.
ALEXANDRE, président de chambre à la Cour d'appel, rue de l'Arcade, 25.
ALLOU, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier, rue Meyerbeer, 7.
AMY, notaire, rue Franklin, 12, Paris-Passy.
ANDRAL, vice-président du Conseil d'Etat, membre du Conseil supérieur des prisons, Cours la Reine, 38.
ANDRÉ (Alfred), ancien député de la Seine, rue Abbatucci, 49.
ARBOUSE (Pasteur), aumônier auxiliaire des prisons, rue de l'Odéon, 14.
AUBÉPIN, président du Tribunal civil de la Seine, boulevard Saint-Germain, 282.
AUBRY-VITET, rue Barbet-de-Jouy, 7.
AUCOC, président de section au Conseil d'Etat, membre de l'Institut, rue Sainte-Anne, 51.
BABINET, conseiller à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur des prisons, passage Laferrière, 3.
BAILLIÈRE, boulevard Saint-Germain, 106.
BALSAN, ancien député, rue de la Baume, 8.
BAMBERGER (Henri), rue Boissy-d'Anglas, 12.
BARANTE (baron de), sénateur, boulevard Haussmann, 182.
BARBOUX, avocat à la Cour d'appel, quai de la Mégisserie, 10.

MM.

- BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, sénateur, rue d'Astorg, 29.
 BEAU, ancien député, rue Kepler, 3.
 BEAUQUESNE, directeur de la prison de la Roquette, rue de la Roquette, 168.
 BEAUVAIS (le Dr DE), médecin en chef de Mazas, rue de Trévis, 39.
 BELLAIGUE, président du conseil de l'ordre des avocats à la Cour de cassation, rue Saint-Guillaume, 11.
 BENOIST D'AZY (le Baron), ancien directeur des Colonies, rue de Grenelle-Saint-Germain, 86.
 BENOIST, avocat général à la Cour de cassation, rue du Pré-aux-Clercs, 6.
 BÉRANGER, fabricant de papiers, rue de Rivoli, 156.
 BÉRENGER, sénateur, vice-président du Conseil supérieur des prisons, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9.
 BÉRENGER (Paul), maître des requêtes au Conseil d'État, place du Palais-Bourbon, 2.
 BERGERON (le Dr), membre de l'Académie de médecine, rue Saint-Lazare, 75.
 BERTIN, avocat à la Cour d'appel, ancien rédacteur en chef du journal *le Droit*, rue de Rivoli, 196.
 BERTIN (Henri), avocat à la Cour d'appel, rue de Louvois, 12.
 BERTRAND (Edmond), substitut près le Tribunal de la Seine, rue de Rennes, 47.
 BERTRAND, conseiller à la Cour de cassation, rue d'Alger, 8.
 BÉTOLAUD, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, rue de Verneuil, 33.
 BINOCHÉ, avocat à la Cour d'appel, rue d'Hauteville, 23.
 BIOLLAY, conseiller référendaire à la Cour des comptes, boulevard Malesherbes, 47.
 BLANC, juge suppléant au Tribunal de la Seine, rue Taitbout, 80.
 BLANCHE (le Dr), médecin inspecteur des maisons d'aliénés, rue des Fontis, 15, Passy-Paris.
 BLOCH, substitut au Tribunal de la Seine, rue Mondovi, 6.
 BLOWITZ (DE), correspondant du *Times*, rue Vivienne, 22.
 BOBIERRE DE VALLIÈRE, ancien magistrat, rue du Cherche-Midi, 17.
 BOILEAU, avocat à la Cour d'appel, rue d'Amsterdam, 67.
 BOISLISLE (DE), juge au Tribunal de la Seine, rue Vanneau, 30.
 BOMPART, sénateur, rue de Turin, 11.
 BONDY (Comte DE), sénateur, rue de Montalivet, 7.
 BONJEAN, juge suppléant au Tribunal de la Seine, rue de Lille, 47.
 BONNET, substitut près le Tribunal de la Seine, rue de Condé, 16.
 BONNEVILLE DE MARSANGY, conseiller honoraire à la Cour d'appel, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Penthièvre, 7.
 BONNEVILLE DE MARSANGY, avocat à la Cour, rue de Penthièvre, 36.

MM.

- BONNIER-ORTOLAN, avocat à la Cour d'appel, à l'École de droit.
 BORDEAUX, avoué à la Cour d'appel, rue de Rivoli, 55.
 BORNE, architecte contrôleur des bâtiments pénitentiaires, boulevard Saint-Michel, 64.
 BOUCHEZ, substitut près le Tribunal de la Seine, rue de la Victoire, 90.
 BOUCHOT, avocat à la Cour d'appel, rue des Saints-Pères, 13.
 BOUDET, substitut près le Tribunal de la Seine, rue de Lille, 34.
 BOULEY, membre de l'Institut, président de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 81.
 BOURDILLON, avocat à la Cour d'appel, rue d'Amsterdam, 74.
 BOURNAT, avocat à la Cour d'appel, membre du Conseil supérieur des prisons, secrétaire général de la Société des jeunes détenus du département de la Seine, rue Jacob, 20.
 BOUTHILLIER (le Vicomte DE), juge au Tribunal de la Seine, rue de Ponthieu, 25.
 BOUTMY, directeur de l'École libre des sciences politiques, boulevard Saint-Michel, 85.
 BRETON, juge au tribunal civil de la Seine, boulevard Haussmann, 52.
 BREUL (Charles), avocat à la Cour d'appel, rue des Écoles, 40.
 BRICE (René), député, rue Saint-Dominique, 76.
 BROGLIE (Duc DE), sénateur, membre de l'Académie française, ancien président du Conseil des ministres, rue de Solferino, 10.
 BRUNEAU, juge au Tribunal civil de la Seine, rue de la Paix, 23.
 BRUNET, chef de bureau à la division de l'Administration pénitentiaire, rue de Varennes, 78 bis.
 BUCHÈRE, conseiller à la Cour d'appel, rue de Bourgogne, 63.
 BUCQUET (Paul), inspecteur général des établissements de bienfaisance, rue Saint-Arnaud, 6.
 BUFFET, sénateur, rue Saint-Pétersbourg, 2.
 BUFFET, propriétaire, rue Malesherbes, 8.
 BUSSIÈRE (Léon DE), ancien Conseiller d'État, rue Cambacérès, 8.
 CALARY, substitut au Tribunal de la Seine, rue de la Paix, 4.
 CALMANN-LÉVY, libraire-éditeur, rue Auber, 3.
 CANSON, rue Palestro, 39.
 CARTIER (Charles), juge au Tribunal de la Seine, rue de Rivoli, 232.
 CARTIER (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue du Cirque, 11 bis.
 CASTONNET-DESFOSSÉS, avocat à la Cour d'appel, rue des Saints-Pères, 1.
 CAUBERT, avocat à la Cour d'appel, rue de Grenelle-Saint-Germain, 9.
 CHABAUD-LATOURE (Général DE), sénateur, ancien ministre, rue Abbatucci, 41.

MM.

- CHAIX (A.), imprimeur éditeur, rue Bergère, 20.
 CHAMPETIER DE RIBES, avocat à la Cour d'appel, rue de Louvois, 4.
 CHAUFFARD, auditeur au Conseil d'État, rue Saint-Lazare, 81.
 CHESNELONG, sénateur, rue des Saints-Pères, 67.
 CHEVRIER, avocat général à la Cour de Paris, rue de Téhéran, 13.
 CHEYSSON, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, rue de la Tour, 150 (Passy).
 CHOPPIN, directeur de l'Administration pénitentiaire, membre du Conseil supérieur des prisons, quai Voltaire, 3.
 CHOPPIN D'ARNOUVILLE, avocat général à la Cour de Paris, rue Casimir-Périer, 4.
 CIBIEL, ancien député, rue de l'Élysée, 8.
 CISSEY (Général DE), sénateur, rue de l'Université, 115.
 CLAPIER, ancien député, avenue Gabriel, 42.
 CLAUDE, sénateur, boulevard des Capucines, 37.
 CLÉRY (L.), avocat à la Cour d'appel, rue Taitbout, 80.
 COCHIN (Henri), boulevard Saint-Germain, 86.
 COLLOT, avocat à la Cour d'appel, rue d'Amsterdam, 65.
 COLMET-D'AGE, doyen de la Faculté de droit de Paris, place du Panthéon, 10.
 CORNUAU, ancien Conseiller d'Etat, ancien préfet, rue Bleue, 11.
 CORNY (DE), avocat à la Cour d'appel, rue Saint-Lazare, 76.
 COTTIER (Maurice), rue de la Beaume, 11.
 COULON, directeur du dépôt près la Préfecture de police, au Dépôt.
 GROZE (l'Abbé), aumônier de la Roquette, membre du Conseil supérieur des Prisons, rue de la Roquette, 168.
 CUVIER, ancien conseiller d'Etat, sous-gouverneur de la Banque de France, rue de la Vrillière, 3.
 DAGUIN (Ferdinand), avocat à la Cour d'appel, rue de l'Université, 29.
 DARESTE, conseiller à la Cour de cassation, quai Malaquais, 9.
 DARU (le Comte DE), sénateur, rue de Lille, 74.
 D'AUDIFFRET-PASQUIER, président du Sénat, rue Bassano, 4.
 DAUPHINOT, sénateur, rue d'Isly, 13.
 DAVILLIER (Henry), régent de la Banque de France, rue Roquépine, 14.
 DAVRILLÉ DES ESSARTS, avocat à la Cour d'appel, rue Richer, 43.
 DECAISNE, membre de l'Institut, rue Cuvier, 27, au Muséum.
 DEFFIS, avocat à la Cour d'appel, professeur à la Faculté libre de droit, rue du Monthabor, 34.
 DELACOUR, chef de bureau à la direction de l'Administration pénitentiaire, rue de Varennes, 78 bis.
 DELACOURTIE, avoué, ancien président de la Chambre des avoués, rue de la Chaussée-d'Antin, 38.

MM.

- DELAGRAVE, libraire, rue Soufflot, 15.
 DELAMARRE, avocat à la Cour d'appel, professeur à la faculté libre de droit, rue du Pré-aux-Clercs, 16.
 DELEBEQUE, agent général du contrôle des recettes au chemin de fer du Nord, gare du Nord.
 DELISE, procureur de la République, à Paris, rue Mosnier, 2.
 DELORME (Achille), ancien député, rue Montaigne, 23.
 DELSOL, sénateur, quai Voltaire, 33.
 DEROSTE, avocat à la Cour d'appel, rue du Marché-Saint-Honoré, 11.
 DESCHARS, avocat à la Cour d'appel, rue de Rome, 10.
 DERRE, architecte des prisons de Belgique, avenue de Wagram, 53.
 DESJARDINS (Albert), ancien sous-secrétaire d'État, ancien député, professeur à la faculté de droit de Paris, rue de Condé, 30.
 DESJARDINS (Arthur), avocat général à la Cour de Cassation, rue de l'Université, 71.
 DESJARDINS (Ernest), substitut près le tribunal de la Seine, boulevard Malesherbes, 83.
 DESORMEAUX (Docteur), chirurgien des hôpitaux, rue de Verneuil, 11.
 DESPORTES (Fernand), avocat à la Cour d'appel, membre du conseil supérieur des prisons, rue Favart, 6.
 DESTRESSE DE LANZAC DE LABORIE, conseiller à la Cour d'appel, rue Cassette, 15.
 DEVIN (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue Drouot, 21.
 DIDOT (P.-Firmin), ancien juge au tribunal de Commerce, rue des Saints-Pères, 56.
 DROUIN DE L'HUY, membre de l'Institut, rue François 1^{er}, 53.
 DUBIEF, directeur de Sainte-Barbe, rue Cujas, 2.
 DUBOIS (Georges), substitut du procureur général près la Cour d'appel de Paris, rue de Châteaudun, 12.
 DUBOST, avoué près le tribunal de la Seine, rue d'Alger, 12.
 DU BUIT, avocat à la Cour d'appel, boulevard Malesherbes, 59.
 DU CAMP (Maxime), homme de lettres, rue de Rome, 62.
 DUCLERC, vice-président du Sénat, boulevard Malesherbes, 97.
 DUFAURE, sénateur, garde des sceaux, président du Conseil des ministres, ancien bâtonnier, membre de l'Académie française, boulevard Haussmann, 127.
 DUFRESNE (Robert), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 7.
 DUPUY, imprimeur à Paris, rue des Petits-Hôtels, 22.
 DURAND-DASSIER, président du comité des enfants insoumis et abandonnés, rue de Presbourg, 8.
 DURIEUX (Alcée), avocat à la Cour d'appel, rue de la Michodière, 8.
 DUVAL (Ferdinand), préfet de la Seine, au Luxembourg.
 DUVERGER, professeur à la Faculté de droit de Paris, rue Soufflot, 2 bis.

MM.

- DUVERGER, avocat à la Cour de cassation, boulevard Saint-Germain, 260.
DUVERT (Gustave), secrétaire général-adjoint de la Société des études historiques, rue des Martyrs, 41.
- ENGEL-DOLFUS, manufacturier, rue Saint-Fiacre, 9.
- FALATEUF (O), avocat à la Cour d'appel, rue du Conservatoire, 8.
FANET, avoué à la Cour d'appel, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, 14.
FAURE, attaché au ministère de l'intérieur, rue Gay-Lussac, 51.
FAUSTIN (Hélie), membre de l'Institut, président honoraire à la Cour de cassation, membre du conseil supérieur des prisons, rue Singer, 13 (Passy-Paris).
FAVRE (Jules), sénateur, membre de l'Académie française, ancien bâtonnier, rue de Berlin, 25.
FERAY, sénateur, rue Cassette, 30.
FERDEUIL, avocat à la Cour d'appel, rue des Saints-Pères, 11.
FERRÈRE (Gabriel), avenue de Villiers, 71.
FITREMANN, avoué près le tribunal de la Seine, rue Saint-Honoré, 191.
FLEURY, avocat à la Cour d'appel, passage de l'Industrie, 5 ou 7.
FOULHOX, juge d'instruction près le Tribunal de la Seine, rue Godot-de-Mauroy, 15.
FOURET, libraire-éditeur, boulevard Saint-Germain, 79.
FOURNIER, sénateur, rue de Rennes, 116.
FOURNIER, président du Conseil des inspecteurs généraux des prisons, membre du conseil supérieur des prisons, rue Notre-Dame de Lorrette, 54.
FOURICHON (l'amiral), sénateur, ancien ministre de la marine et des colonies, rue de Varenne, 88.
FRANC-CHAUVEAU, député, avocat à la Cour d'appel, rue de la Rochefoucauld, 30.
FUYE (DE LA), substitut près le tribunal de la Seine, boulevard Malesherbes, 76.
- GALLÉ, boulevard Haussmann, 106.
GALLIMARD, rue Saint-Lazare, 79.
GAST, conseiller à la Cour de cassation, rue d'Amsterdam, 67.
GASTÉ (DE), député, avocat à la Cour d'appel, rue Saint-Roch, 7.
GAUJAL (DE), rue Treilhard, 17.
GAUNÉ, juge d'instruction au tribunal de la Seine, rue de Rome, 27.
GERVAIS (Alexis), administrateur du chemin de fer de l'Ouest, rue de la Victoire, 52.
GERVAIS (Ernest), rue de la Victoire, 52.

MM.

- GEVELOT, député, rue de Clichy, 10.
GIBERT, docteur en droit, rue d'Amsterdam, 31.
GIGOT (Albert), préfet de police, boulevard du Palais, 7.
GIROD, directeur du Comptoir d'escompte, rue de l'Empereur, 136.
GLANDAZ, conseiller à la Cour d'appel, rue du faubourg Poissonnière, 52.
GODCHAUX, imprimeur-éditeur, rue de la Douane, 10.
GOUIN, sénateur, rue de Vienne, 3.
GOUPII, imprimeur-éditeur, rue Chaptal, 19.
GOUVION SAINT-CYR (marquis DE), ancien député, rue de Penthièvre, 8.
GONVELLO (DE), ancien député, rue de Grenelle, 25.
GRANGNARD (le D^r), rue Caumartin, 52.
GREFFIER, conseiller à la Cour de cassation, rue de Milan, 24.
GRESSIER, avocat à la Cour d'appel, ancien ministre, boulevard Haussmann, 73.
GRÉVY, président de la Chambre des députés, ancien bâtonnier, rue Saint-Arnaud, 8.
GRIOLET, maître des requêtes honoraire, administrateur de la Compagnie du chemin de fer du Nord, rue Richer, 46.
- HAINCQUE DE SAINT-SENOCH, conseiller référendaire à la Cour des comptes, rue Demour, 19.
HAUSSMANN, juge au tribunal de la Seine, rue Mosnier, 10.
HAUSSONVILLE (le vicomte D'), ancien député, membre du conseil supérieur des prisons, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 109.
HÉBERT, avocat à la Cour d'appel, ancien ministre, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
HÉBERT (Emile), membre du Conseil général de l'Eure, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
HELBRONNER, avocat à la Cour d'appel, rue d'Aumale, 5.
HERBELOT (d'), avocat général à la Cour de Paris, rue de Tournon, 4.
HERZOG (Antoine), ancien conseiller général du Haut-Rhin, rue Murillo, 6.
HERZOG (E.), attaché au ministère des affaires étrangères, rue Auber, 9.
HESPEL (le comte d'), sénateur, rue de Ponthieu, 63.
HEURTEAU, sous-chef du premier bureau de la division des affaires criminelles au ministère de la justice, rue de la Visitation, 3^{ter}.
HOUSSARD, sénateur, rue de Caumartin, 14.
HOUYVET, conseiller à la Cour d'appel, rue de Vaugirard, 47.
HUA, conseiller à la Cour d'appel, rue des Saints-Pères, 81.
HUARD, avocat à la Cour de Paris, rue Chauchat, 10.
HUMBOURG (l'abbé de), aumônier de Saint-Lazare, à la prison de Saint-Lazare.
HUSSON, avocat à la Cour d'appel, rue de Provence, 36.

MM.

- IMGARDE DE LEFFENBERG, procureur général près la Cour d'appel, rue de Solférino, 4.
- ISIDOR, grand rabbin de France, place des Vosges, 14.
- JAILEANT, inspecteur général des prisons honoraire, ancien directeur de l'administration pénitentiaire, membre du Conseil supérieur des prisons, faubourg Saint-Denis, 137.
- JARD-PANVILLIER (le baron), conseiller-maire à la Cour des comptes, rue de l'Université, 104.
- JAY, avocat à la Cour d'appel, rue de Seine, 12.
- JAY (Raoul), avocat à la Cour d'appel, rue de Seine, 12.
- JOLLY (Paul), ancien magistrat, chef de division du cabinet à la Préfecture de police, rue du Pont-de-Lodi, 6.
- JOHNSTON, ancien député, avenue de l'Alma, 7.
- JOINVILLE (de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 4.
- JORET-DESCLOSÈRES, avocat à la Cour d'appel, rue Thénard, 4.
- JOSSEAU (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue Godot-de-Mauroy, 17.
- JOUMAR, avocat à la Cour d'appel, rue de Lille, 7, bis.
- LACAN, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, rue Thérèse, 10.
- LACAZE, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Grenelle, 107.
- LACHAUD (Georges), avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 11.
- LACOUNTA, avocat, général à la Cour de cassation, rue de Miromesnil, 8.
- LAFAYETTE (Oscar de), sénateur, rue du Bac, 90.
- LAFONT, ancien inspecteur général des prisons de la Seine, rue de Berlin, 31.
- LALOUE, avocat à la Cour d'appel, rue Laffitte, 7.
- LALAIN-CHAUMEL (de), juge suppléant au Tribunal de la Seine, rue de l'Université, 5.
- LALOUÉ, inspecteur général des prisons, rue Miromesnil, 93.
- LAMBERT, avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
- LAMÉ FLEURY, directeur des mines au Ministère des travaux publics, rue de Verneuil, 62.
- LAPORTE, juge suppléant au tribunal de la Seine, rue de Vaugirard, 58.
- LAROCHE, avocat à la Cour d'appel, rue de Rivoli, 96.
- LAROMBIÈRE, premier président de la Cour d'appel de Paris, rue d'Assas, 16.
- LARONCIÈRE LE NOURY (l'amiral), sénateur, place Vendôme, 20.
- LARONNIER, censeur de la Banque, rue des Jeûneurs, 23.
- LATOUR DU MOULIN, ancien député, avenue Joséphine, 71.
- LAUGIER (le docteur Maurice), médecin expert près les tribunaux, médecin-adjoint des prisons, rue de Clichy, 14.

MM.

- LAVAL, substitut du procureur général près la Cour de Paris, rue de Châteaudun, 2.
- LAVOLLÉE, docteur ès lettres, rédacteur au Ministère des affaires étrangères, rue Malesherbes, 14.
- LECANU, avocat à la Cour d'appel, ancien préfet, rue Saint-Lazare, 28.
- LECOMTE, avocat à la Cour d'appel, rue Saint-Lazare, 24.
- LECOR, chef de la 1^{re} division à la préfecture de police, membre du Conseil supérieur des prisons, à la Préfecture de police.
- LE COURBE (le comte), conseiller honoraire à la Cour de Dijon, rue Blanche, 60.
- LE COURBE (Théodore), avocat à la Cour d'appel, place du Marché-Saint-Honoré, 26.
- LECOURTIER (M^{sr}), archevêque de Sébaste, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 40.
- LEFÉBURE, ancien député, ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur des prisons, président de la Société générale du patronage des libérés adultes, avenue Montaigne, 73.
- LEFÈVRE PONTALIS (Amédée), ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, rue Neuve-des-Mathurins, 3.
- LEFÈVRE PONTALIS (Antonin), ancien député, rue Neuve-des-Mathurins, 3.
- LEFORT, avocat à la Cour d'appel, rue Lafayette, 44.
- LE FORESTIER, sous-directeur de l'Administration pénitentiaire, rue de Varennes, 78 bis.
- LEHMANN, avocat au Conseil d'état et à la Cour de cassation, rue des Petites-Écuries, 55.
- LEJOINDRE, avocat à la Cour d'appel, rue Neuve-Saint-Augustin, 11.
- LENOEL, avocat à la Cour d'appel, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, ancien député, rue Saint-Honoré, 370.
- LEPÈRE, sous-secrétaire d'État de l'intérieur, député, boulevard de Courcelles, 13.
- LESIEUR, avocat à la Cour d'appel, boulevard Magenta, 116.
- LESTAPIE (de), sénateur, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 134.
- LEVÊQUE DE VILMORIN (H.), négociant, quai de la Mégisserie, 4.
- LIECHTY (l'abbé de), chanoine honoraire, vicaire à Sainte-Clotilde, rue Casimir-Perier, 27.
- LIMET, avocat à la Cour d'appel, rue de la Paix, 10.
- LOONES, libraire-éditeur, rue de Tournon, 6.
- LUCAS (Charles), membre de l'Institut et du Conseil supérieur des prisons, rue de Grenelle-Saint-Germain, 109.
- LUNIER (le docteur), inspecteur général du service des aliénés de l'Université, 6.

MM.

- LYON-CAEN, agrégé à la Faculté de droit, rue Soufflot, 13.
 LESOUDIER et HATZÉ, libraires, rue de Lille, 19.
 MALHER, conseiller à la Cour d'appel, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 52.
 MAILLET, banquier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.
 MANCHON, avenue Percier, 10.
 MANGOT, directeur de la prison de Sainte-Pélagie, à la prison de Sainte-Pélagie.
 MANUEL, avocat général à la Cour d'appel, rue Pasquier, 7.
 MARBEAU, conseiller d'État, rue Joubert, 47.
 MARCÈRE (DE), ministre de l'Intérieur, député, au ministère de l'Intérieur.
 MARÈS (le docteur), Paul, rue Jacob, 28.
 MARION, négociant à Paris, cité Bergère, 14.
 MARJOLIN (le docteur), chirurgien honoraire des hôpitaux, rue Chaptal, 16.
 MARTEL, sénateur, boulevard Haussmann, 180.
 MARTIN (Albert), avocat à la Cour d'appel, rue Duphot, 9.
 MARTIN (Henri), sénateur, rue du Ranelagh, 74.
 MARTIN (Abel-Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.
 MARTIN DU GARD, avoué près du Tribunal de la Seine, rue Sainte-Anne, 65.
 MARTY, directeur de la maison de répression, rue de Paris, 92, à Saint-Denis (Seine).
 MATTAT (le général), rue de Turin, 22.
 MAYNIEL, auditeur au Conseil d'État, rue du Cirque, 5 bis.
 MAZEAU, sénateur, avocat à la Cour de cassation, rue des Saints-Pères, 74.
 MÉLINE, député, ancien sous-secrétaire d'État, avocat à la Cour d'appel, boulevard Saint-Germain, 84.
 MÉNARD, secrétaire en chef du parquet de la Cour de cassation, quai Saint-Michel, 29.
 MERCIER, premier président à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Grenelle-Saint-Germain, 9.
 MÉRODE (DE), sénateur, rue de Grenelle-Saint-Germain, 87.
 METTETAL, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, rue Neuve-des-Mathurins, 37.
 METTETAL, substitut du procureur de la République, boulevard Malesherbes, 79.
 MICHAUX, directeur des Colonies au ministère de la Marine, membre du Conseil supérieur des prisons, cité des Fleurs, 15.
 MICHEL (Léon), professeur agrégé à la Faculté de droit de Douai, rue de Vaugirard, 25, à Paris.

MM.

- MICHON, chef de bureau à la division de l'administration pénitentiaire, rue de Varennes, 78 bis.
 MIRABAUD, banquier, rue Taitbout, 29.
 MONOD (Alfred), avocat à la Cour de cassation, rue d'Aumale, 19.
 MONTALIVET (Georges de), rue Roquépine, 14.
 MOREAU (Frédéric), censeur à la Banque de France, rue de la Victoire, 98.
 MOREAU-CHASLON (Georges), administrateur de la Compagnie générale des Omnibus, rue de Chazelle, 45.
 MOREL D'ARLEUX, notaire, rue de Rivoli, 28.
 MOTET (le docteur), médecin de la maison d'éducation correctionnelle, rue de Charonne, 161.
 MULLER, propriétaire, rue de Londres, 56.
 NICOLET, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris, rue François 1^{er}, 6.
 NORBERT, imprimeur, rue des Beaux-Arts, 5.
 NORMANDIE (de), sénateur, avoué près le tribunal de la Seine, boulevard Haussmann, 89.
 NOTTIN avoué, près le Tribunal de la Seine, rue des Deux-Portes, 1.
 ONFROY DE BRÉVILLE, substitut du Procureur général près la Cour d'appel rue de Las-Cases, 10.
 PADUA-FLEURY (de), conseiller, ancien directeur général de la justice au Brésil, rue de Passy, 67.
 PAGÈS, substitut du Procureur général près la Cour d'appel, rue de Bellechasse, 31.
 PAGÈS, attaché au ministère des Finances, rue Jacob, 23.
 PASSEZ (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue d'Isly, 5.
 PASSY (Frédéric), membre de l'Institut, rue Labordère, 8, à Neuilly-sur-Seine.
 PAULIAN, secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés, secrétaire-adjoint du Conseil supérieur des prisons, rue Labordère, 8, à Neuilly-sur-Seine.
 PAYEN (Albert), avocat à la Cour d'appel, rue de Lisbonne, 22.
 PENICAUD, manufacturier, rue des Jeuneurs, 23.
 PÉRIN (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, rue des Écoles, 8,
 PERONE, avocat à la Cour d'appel, rue Saint-Honoré, 191.
 PERRIN (D^r Maurice), médecin en chef du Val-de-Grâce, rue Saint-Placide, 51.
 PETIT, conseiller à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Rome, 51.
 PETITJEAN, président de la Cour des comptes, rue du Cirque, 9.

MM.

- PETITON, avocat général à la Cour de cassation, rue de la Tour, 33, à Passy.
- PICOT, membre de l'Institut, directeur des affaires criminelles et des Grâces, rue Pigalle, 54.
- PILET DES JARDINS, ancien député, avocat à la Cour d'appel, rue Ventadour, 5.
- PLACE, contrôleur du service des prisons, rue de Maubeuge, 16.
- PLOCQUE, juge au Tribunal de la Seine, rue Saint-Georges, 41.
- POTHUAU (l'amiral), sénateur, ministre de la marine et des colonies, au ministère de la Marine.
- POTIER, substitut du Procureur de la République, rue Saint-Lazare, 82.
- PRADINES (DE), substitut du Procureur de la République, place de la Madeleine, 19.
- PRESSENSÉ (DE), ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, rue d'Assas, 76.
- PRITZBUER (amiral), ancien gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, au ministère de la Marine.
- PROUST, substitut du Procureur de la République, rue de Clichy, 58.
- PUERARI, banquier, rue Tronchet, 3.
- QUINSONAS (le marquis de), ancien député, rue de Marignan, 7.
- RANCHER (le vicomte de), rue Abbatici, 10.
- REGNIER, chef de bureau à la Préfecture, rue des Saints-Pères, 8.
- REITLINGER, avocat à la Cour d'appel, rue Meyerbeer, 4.
- RÉMUSAT (Paul de), député, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 118.
- RENAULT (Léon), député, avocat à la Cour d'appel, ancien Préfet de police, boulevard Haussmann, 77.
- RENEWALD, commissionnaire en librairie, rue des Saints-Pères, 15.
- REVEL-LAFONTAINE, secrétaire général de la Société générale de patronage des libérés adultes, rue Notre-Dame-des-Victoires, 17.
- REYNAUD, docteur en droit, sous-chef de bureau au ministère de l'Intérieur, secrétaire-adjoint du Conseil supérieur des prisons.
- RIBOT (Alexandre), député, avocat à la Cour d'appel, ancien secrétaire générale du ministère de la Justice, boulevard Malesherbes, 16.
- RICHARD (Max), ancien député, Président du Tribunal de Commerce d'Angers, rue Abbatici, 7.
- RIVIÈRE, architecte de l'administration des Prisons de la Seine, rue de Dunkerque, 22.
- RIVOLET, avocat à la Cour d'appel, rue Guénégaud, 9.
- ROBERT (Charles), ancien conseiller d'État, rue de la Banque, 15.
- ROBERT (le général), sénateur, rue de Sèvres, 85.
- ROBIN (le pasteur), rue Clavel, 24.

MM.

- ROBINET DE CLÉRY, avocat général à la Cour de cassation, avenue Duquesne, 32.
- ROCHETTE (de la), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 54.
- ROGER (le docteur), membre de l'Académie de médecine, boulevard de la Madeleine, 15.
- ROUSSE, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, boulevard Haussmann, 17.
- ROUSSEL (le docteur Théophile), ancien député, membre de l'Académie de médecine, rue Neuve-des-Mathurins, 64.
- ROUVILLE (de), auditeur au Conseil d'État, secrétaire-adjoint du Conseil supérieur des prisons, boulevard Haussmann, 166.
- ROUVILLE (le pasteur), rue de Lille, 23.
- ROUX, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Bernouilly, 7.
- ROYER COLLARD, avocat à la Cour de Paris, rue des Écoles, 46.
- ROZIERS (des), propriétaire, boulevard Haussmann, 154.
- RUPELLE (de la), substitut du procureur de la République, rue de l'Université, 5.
- SABATIER, avocat à la Cour de cassation, rue du Mont-Thabor, 8.
- SAFFERS, juge au Tribunal de la Seine, rue Laffitte, 9.
- SAINT-MARC GIRARDIN, chef du cabinet du président du Sénat, rue Bonaparte, 5.
- SAINT-PAUL (Victor de), rue d'Aumale, 22.
- SAINT-PIERRE (le comte de), sénateur, boulevard Haussmann, 116.
- SALLANTIN, conseiller à la Cour de cassation, boulevard Saint-Germain, 198.
- SALVANDY (de), ancien député, rue Cassette, 18.
- SAUTTER, ingénieur civil, rue Jean-Goujon, 16.
- SAVOYE, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de la Ville l'Évêque, 23.
- SCELLIER (Jules), passage Saulnier, 18.
- SCHOELCHER, sénateur, rue Hippolyte-Lebas, 1.
- SENARD, député, ancien ministre, avocat à la Cour de Paris, boulevard Haussmann, 57.
- SÉNART, président de chambre à la Cour d'appel, boulevard Saint-Germain, 198.
- SEYNES (le docteur Jules de), rue de Varennes, 63.
- SIMON (Jules), sénateur, ancien président du conseil des ministres, place de la Madeleine, 10.
- SIZERANNE (le vicomte de la), ancien député, rue de Morny, 79.
- THEVENIN, conseiller à la cour d'appel, rue de Rennes, 82.
- THOMASSIN, ancien notaire à Paris, boulevard Malesherbes, 7.

MM.

- THUREAU, juge au tribunal de la Seine, rue Garancière, 41.
 TOLLU, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
 TRIBERT, membre du Conseil général de la Vienne, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 83.
 TURQUET, député, route de la Révolte, 41, à Neuilly (Seine).
 VALFRAMBERT, avocat à la cour d'appel, rue Laffitte, 46.
 VANIER, juge au Tribunal de la Seine, rue Jacob, 13.
 VARIN, avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 79.
 VAUTIER (Max), rue de Lisbonne. 23.
 VENTE, ancien député, ancien sous-secrétaire d'État, conseiller à la Cour de cassation, avenue Duquesne, 32.
 VERNES (le pasteur), président du consistoire de l'Eglise réformée, membre du conseil supérieur des prisons, rue de Batignolles, 7.
 VERNES (Félix), banquier, rue Taitbout, 29.
 VIELLARD-MIGEON, sénateur, rue d'Aumale, 49.
 VOISIN (Félix), conseiller à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur des prisons, ancien député, rue Séguier, 16.
 WADDINGTON (Charles), professeur à la Faculté des lettres, rue de la Tour-d'Auvergne, 50.
 WATTEVILLE (le baron de) inspecteur général des prisons, boulevard Malesherbes, 63.
 WITT (Cornelis de), ancien député, ancien sous-secrétaire d'État, boulevard Haussmann, 83.
 WORMS (le docteur), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 3.
 WURTZ (le docteur), membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, professeur à la Faculté de médecine, rue Saint-Guil-laume, 27.
 YVERNÈS, chef du bureau de la statistique au ministère de la Justice, au ministère de la Justice.
 ZADOC (Kahn), grand rabbin de Paris, rue Lafayette, 78.

DÉPARTEMENTS

Ain.

RIVES (Francisque), ancien député, à Bourg.

Aisne.

PAISANT (Alfred), président du Tribunal civil de Saint-Quentin.

Ardennes.

BÉTHUNE (comte de), ancien député, à Mézières
 PAYELLE, préfet des Ardennes, à Mézières.

MM.

Ariège.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département.

Aube.

GUÉRIN DE VAUX, procureur de la République, à Bar-sur-Aube.

Aude.

L'ÉVÊCHÉ DE CARCASSONNE, à Carcassonne.

Aveyron.

PROAL, procureur de la République, à Espalion.

Bouches-du-Rhône.

La PRÉFECTURE des Bouches-du-Rhône.

BRUN, directeur de la 43^{me} circonscription pénitentiaire, à Marseille.

Calvados.

DUCHESNE-FOURNET (Georges), membre du Conseil général du Calva-dos, manufacturier, à Lisieux.

DUCHESNE-FOURNET (Paul), membre du Conseil général du Calvados, manufacturier, à Lisieux (*c'est le frère du précédent*).

Charente-Inférieure.

AURIOL-ROY-BRYE, banquiers, à Rochefort-sur-Mer.

BERNARD, juge d'instruction, à Saintes.

CHOPY, président du Tribunal civil, à Rochefort-sur-Mer.

FERAND, procureur de la République, à Saintes.

Cher.

MONTALIVET (le comte de), sénateur, au château de Lagrange, par Sancerre.

Corse.

ADRIANI, conseiller à la Cour d'appel, à Bastia.

LIMPÉRANI, ancien député, conseiller à la Cour d'appel, à Bastia.

Côte-d'Or.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département.

DONAT (l'abbé), directeur de Cîteaux, supérieur général de l'œuvre de Saint-Joseph, à Cîteaux, près Nuits.

Côtes-du-Nord.

ROUVIN (Amédée), procureur de la République, à Guimgamp.

THULIÉ, substitut du procureur de la République, 8, rue Nationale, à Saint-Brieuc.

MM.

Deux-Sèvres.

DESPOUY, administrateur de la colonie de Tesson, rue des Halles, à Niort.

MARCHESSEAU, directeur de la colonie de Tesson.

Dordogne.

BÈRE, ingénieur en chef des mines, président de la Société de patronage des libérés de la Dordogne, à Périgueux.

BOST (le pasteur John), directeur des asiles de la Force.

Doubs.

BOURBEAU, avocat général près la Cour d'appel, à Besançon.

HUART, avocat général à la Cour d'appel de Besançon, rue de la Préfecture, 13, à Besançon.

Eure.

BERNARD, ancien député, à Guitry, près Tournay.

TROCHON (Albert), procureur de la République, aux Andelys.

Gard.

LE GOUEST, directeur de la maison centrale de Nîmes, des prisons du Gard et de la Lozère.

ROUVILLE (de), conseiller à la Cour d'appel, à Nîmes.

Garonne (Haute-).

AUZIES, conseiller à la Cour d'appel, vice-président de la Commission administrative des prisons, rue Pharaon, 13, à Toulouse.

LIÈGE D'IRAY, avocat général à la Cour d'appel, à Toulouse.

SAINT-GRESSE (de), premier président de la Cour d'appel, rue Mage, 24, à Toulouse.

Gironde.

BOREAU-LAJANADIE, conseiller à la Cour d'appel, ancien député, rue Mandin, 14, à Bordeaux.

REY, directeur de la colonie pénitentiaire, à Sainte-Foy-la-Grande.

SILLIMANN, consul, président de la Société de patronage des libérés, à Bordeaux.

Hérault.

DELPECH, conseiller à la Cour d'appel, rue Delpech, 2, à Montpellier.

MARÈS (M^{me}), rue Salle-l'Évêque, 6, à Montpellier.

ROUSSEL PELET DE LA LOZÈRE, conseiller à la Cour d'appel, à Montpellier.

MM.

Indre.

DOSITHÉE (le Rév. Père), abbé de Fongombault, directeur de la colonie pénitentiaire, à Fongombault.

MAQUET, président du tribunal civil et président de la Société de patronage de Fongombault, au Blanc.

PIQUET-DAMESME, préfet de l'Indre, à Châteauroux.

Indre-et-Loire.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département.

BLANCHARD, directeur de la colonie agricole de Mettray, à Mettray.

Isère.

BERGER, avocat général à la Cour d'appel de Grenoble, membre de la commission de surveillance des prisons de l'Isère.

JOURDAN, propriétaire, à Gaulas par Baugé-Chambalud.

TROUILLER, professeur de droit à la Faculté de Grenoble, place Vaucanson, 3.

Loir-et-Cher.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département.

Loire.

RENAUD (Félix), préfet de la Loire, à Saint-Étienne.

BONARDI, trésorier général, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure.

GUIBOURD, président du tribunal civil de Nantes, rue de l'Héronnière, à Nantes.

Loiret.

M^{sr} COUILLÉ, évêque d'Orléans.

MICHON (le docteur), préfet du Loiret, à Orléans.

Maine-et-Loire.

SANS (Charles), secrétaire général de la Préfecture, à Angers.

Manche.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département (*six abonnements*).

Marne.

LECLERC, juge d'instruction suppléant, à Châlon-sur-Marne.

Marne (Haute-).

PELTEREAU-VILLENEUVE, ancien député, au château de Donjeux.

MM.

Mayenne.

VILFEU, ancien député, rue du Bel-Air, 16, à Laval.

Meurthe-et-Moselle.

BERNARD, sénateur, maire de Nancy, avenue de Saint-Cloud, 5, à Versailles.

HENRIET, conseiller à la Cour d'appel de Nancy, rue des Michottes, 11.

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE des libérés à Nancy.

Meuse.

CORNAT (Georges), juge suppléant au tribunal de Verdun, à Verdun.

Nord.

COMMISSION DE SURVEILLANCE de la maison d'arrêt de Douai.

FOLLEVILLE (DE), professeur à la Faculté de droit de Douai, cours des Halles, 2.

GREVIN, avocat général à la Cour d'appel, à Douai.

HARDOUIN, conseiller à la Cour d'appel, membre de la Commission de surveillance des prisons, à Douai.

LEROY, conseiller à la Cour d'appel, à Douai.

MORILLOT, substitut du procureur général à la Cour d'appel, à Douai.

PIERRON, avocat général à la Cour d'appel, à Douai.

WATERNAU, membre de la Commission de surveillance des Prisons, à Douai.

Oise.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département.

Puy-de-Dôme.

GOMOT, procureur de la République, à Riom.

Pyrénées (Basses-).

JAUFFREAU DE LAGÉRIE, conseiller à la Cour d'appel de Pau.

Pyrénées-Orientales.]

La COMMISSION DE SURVEILLANCE des prisons civiles de Perpignan, rue de l'Ancienne-Comédie, 1, à Perpignan.

Rhône.

BABOIN (Henri), ancien député, quai d'Occident à Lyon.

CAZENOVE (Raoul de), membre de la Commission administrative des prisons du Rhône, rue Sala, 8, à Lyon.

MM.

CHABRIÈRE-ARLÈS, président du bureau de bienfaisance, administrateur des Hôpitaux, rue Tholozan, à Lyon.

DESGEORGES (Alphonse), membre de la Chambre de commerce de Lyon, trésorier de l'œuvre de Saint-Léonard, à Lyon.

LOYSON, président honoraire à la Cour d'appel, membre du Conseil supérieur des prisons, rue Vaubecourt, à Lyon.

MÉANDRE, propriétaire, rue Pérat, 2, à Lyon.

TALLON (Eugène), ancien député, avocat général près la Cour d'appel de Lyon, rue Gasparin, 16, à Lyon.

VALANTIN, conseiller à la Cour d'appel, place du Midi, 11, à Lyon.

VILLION (l'abbé), directeur de l'œuvre de Saint-Léonard, à Couzon.

Savoie.

ROÉ (de), premier président à la Cour d'appel de Chambéry.

Seine-Inférieure.

Le CONSEIL GÉNÉRAL du département.

CAYLA, directeur de la Maison centrale à Rouen.

DUFRESNE, à Janval, par Dieppe.

FÉLIX, conseiller à la Cour d'appel, vice-président de la Commission de surveillance des prisons et de la Société de patronage des libérés de la Seine-Inférieure, à Rouen.

HOMBERG, conseiller honoraire à la Cour d'appel, vice-président de la Commission de surveillance des prisons, à Rouen.

LESOUËF (le docteur), membre de la Commission administrative des prisons, à Rouen.

PODEVIN, chanoine honoraire, supérieur de l'établissement des jeunes filles libérées et détenues, route Darnetal, 35, à Rouen.

Seine-et-Marne.

ALPY, substitut du Procureur de la République, à Provins.

MOREL, publiciste, à Fontainebleau.

RAGOBERT, juge au Tribunal civil, à Coulommiers.

Seine-et-Oise.

ADNET, sénateur, membre du Conseil supérieur des prisons, 47, rue des Réservoirs, à Versailles.

BARTHÉLEMY (le marquis de), préfet du département de Seine-et-Oise, hôtel de la Préfecture, à Versailles.

COURTEVILLE, avenue de Saint-Cloud, 41, à Versailles.

DELACROIX, sénateur, rue de la Paroisse, 29, à Versailles.

FAYE, ancien député, ancien sous-secrétaire d'État, avenue de Saint-Cloud, 22 bis, à Versailles.

MM.

GONSE, chef de bureau au ministère de la Justice, rue de la Pompe, 2, à Versailles.
LAVERGNE (de), sénateur, boulevard de la Reine, 7, à Versailles.
MALENS, sénateur, avenue de Saint-Cloud, 5, à Versailles.
MARGAINE, questeur de la Chambre des députés, à Versailles.
ROYER (de), substitut du procureur de la République, avenue de Saint-Cloud, 85, à Versailles.
RUDELLE, substitut du Procureur de la République, rue du Peintre-Lebrun, 13, à Versailles.
SALNEUVE, sénateur, rue Neuve, 45, à Versailles.
SAYOUS (E), pasteur, aumônier de la Maison centrale de Poissy.
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE des jeunes vagabonds, rue Jean-Naudon, 3, à Versailles.
TOUPET DES VIGNES, sénateur, questeur du Sénat, au Palais de Versailles.
VOISIN-LAVERNIÈRE (de), sénateur, au Palais du Sénat, à Versailles.

Somme.

COURBET-POULARD, ancien député, à Abbeville.
DETOURBET, avocat général à la Cour d'appel, à Amiens.
LEGEARD DE LA DIRIAYE, procureur général à Pau.

Tarn.

CHAUFFARD, président du Tribunal civil de Lavaur.

Var.

DUPRÉ-LATOURE, substitut à Toulon.

Vaucluse.

GRANIER DE VAUCLUSE, sénateur, rue Oriflam, à Avignon.

Vienne.

BONNET, président de Chambre à la Cour d'appel de Poitiers, rue Rauciguère, 7.
FRUCHARD, membre du Conseil général de la Vienne, au Château de Dissais.

Vosges.

LE CONSEIL GÉNÉRAL du département.

Yonne.

BONARDI (de), trésorier général à Auxerre.
COUTURIER, juge d'instruction, à Joigny.
JACQUEMIN, président du Tribunal civil de Joigny.

MM.

Algérie.

BOURNOULLOUX, juge au tribunal d'Alger, à Alger.
DANNERY, vice-président au tribunal d'Alger, à Alger.
MERESSÉ, juge au tribunal d'Alger, à Alger.

Inde.

MARACHINI, juge de paix, à Pondichéry.

ÉTRANGER (1).

Allemagne.

C. EKERT, directeur du pénitencier de Fribourg, Bade.
C. ENGEL (le docteur DOLFUS), directeur du bureau royal de la statistique en Prusse, à Berlin.
T. OTT (Henri), avocat, place Saint-Pierre-le-Jeune, à Strasbourg.
C. STARKE, conseiller intime supérieur au ministère de la Justice, à Berlin.

Grande-Bretagne et Irlande.

C. BARWICK-BAKER, Esq., juge de paix, directeur de l'École de réforme de Hardwicke, Hardwicke Court, Gloucester.
C. BRIDGES (J.-H. le docteur), inspecteur des prisons de comté en Angleterre, Home Office, Whitehall.
T. CAVE (L.-S.), secrétaire honoraire de la société de patronage métropolitaine, 13, Lowndes square, London, S. W.
C. DU CANE (sir Edmond), K. C. B., président des directeurs des prisons de convicts, en Angleterre, et l'un des commissaires des prisons de comté, Home Office, London.
C. W. CROFTON (Bar. T.), président des commissaires des prisons, en Irlande, à Dublin.
C. HUBBARD (W. E. jun.), Esq., secrétaire honoraire de la Reformatory and Refuge-Union, membre de son conseil, 4, Saint-Hélène's, place, Bishop's-gate street, London, E. C.
T. LAYTON LOWNDES, Esq., vice-président du tribunal de Shropshire, Lindsey Hall, Brosely Salaf.
C. MADDISON, secrétaire de la Reformatory and Refuge Union, 435 West Strand. W. C. London.
C. MURRAY-BROWNE, Egerton house (Chester).

(1) Les membres titulaires sont désignés par la lettre T placée à côté de leur nom. Les Membres correspondants par la lettre C.

MM.

- C. SCOTT ALLAN (H.), Esq., secrétaire de la société de patronage métropolitaine, 52, Chancery Lane, London W. C.
C. TALLACK, secrétaire de la société Howard, 3, Bishops-gate Without, London E. C.
E. M. GLACER, ministre de la Justice de l'empire d'Autriche, à Vienne.

Autriche-Hongrie.

- C. CSEMEGHY (Charles), secrétaire d'État de la Justice pour le royaume de Hongrie, à Pesth.
C. DOCTEUR MARIAN-DERENÉIN, chef de la Justice dans le royaume uni de Croatie, Slavonie et Dalmatie, à Pesth.
C. VONCINE, à Agram (Croatie).
T. TAUFFER, directeur de la prison centrale, à Lepoglava (Croatie).

Bavière.

- C. MAYR (Georges), conseiller ministériel, professeur et chef du bureau de statistique, à Munich.
C. VON HOTLZENDORF, professeur à l'Université de Munich.

Belgique.

- T. BOENS, docteur en médecine, médecin de la maison cellulaire, à Charleroi.
T. FEIGNAUX, docteur en médecine, à Bruxelles.
C. KERVYN DE LETTENHOVE (baron de), ancien ministre de l'Intérieur, correspondant de l'Institut de France, membre de la Chambre des représentants et de l'Académie royale de Belgique, à Bruxelles.
T. PICARD, avocat et président du Conseil provincial du Brabant, 3, place du Champs-de-Mars, à Bruxelles.
T. STEVENS, directeur de la colonie pénitentiaire de Saint-Hubert, chaussée de Louvain, 200, à Bruxelles.
C. THONISSEN, professeur de droit à l'Université de Louvain, membre de la Chambre des représentants et de l'Académie royale de Belgique, correspondant de l'Institut de France, à Louvain.
T. VERDUSSEN, procureur général à la cour d'appel de Bruxelles.

Canada.

- T. JETTÉ, avocat, à Montréal.

Danemark.

- BRUN (Fred.), directeur de l'administration pénitentiaire à Copenhague.

MM.

- C. HINDENBURG (Théodore), juge d'instruction à la cour criminelle, à Copenhague.
C. STUCKENBERG, (T.), directeur de la *Revue pénitentiaire du Nord*, à Copenhague.

Espagne.

- T. ARMENGOL Y CORNET (Pierre), docteur en droit, membre de la Junte municipale, 148, 2^e, rondo de San Pedro, à Barcelone.
C. AVENAL (M^{me} Concepción), à Gijon.
C. FOSSAS Y PI (Modesto), architecte, à Barcelone.
C. GUEROLA (Antonio), gouverneur de Séville.
C. MARTON Y GAVIN (Joachim), député aux Cortès, à Saragosse.
T. LASTRES (Francisco), avocat, professeur de droit, calle del Clavel, 8, à Madrid.

États-Unis d'Amérique.

- C. SAMUEL ALLINSON, esq., à Lardville, New-Jersey.
C. Rev. G. H. ATKINSON, D. D., à Portland, Océgon.
C. Hon. ALBERT CLARK, à Saint-Albans, Vermont.
C. Rev. Wm CLARK, D. D., à Amherst, New-Hampshire.
C. Rev. J. BERRIEN LINDSLEY, D. D., à Nashville, Tennessee.
C. J.-R. BUCHANAN, M. D., à Louisville, Kentucky.
C. Rev. A. G. BYERS, secrétaire directeur du bureau de l'assistance publique à Columbus, Ohio,
C. C.-F. COFFIN, esq., à Richmond, Indiana.
C. Hon. J. W. DURGH, L. L. D. président de la Société des prisons, à Utica, New-York.
C. Rev. WILLIAM G. ELIOT, président de l'Université Washington, à Saint-Louis, Missouri.
C. F.-S. GRIFFITH, esq., président de la société des prisons, à Baltimore, Maryland.
C. Eugène GRISSOM, M. D., surintendant de l'asile des aliénés, à Raleigh, North-Caroline.
C. Hon. WILLIAM G. HAMMOND, L. L. D., président de l'École de droit, à Jowabity, Jowa.
C. Hon., SAMUEL D. HASTINGS, secrétaire du Bureau de l'assistance publique, à Madison, Wisconsin.
C. Rev., J. K. MASSON, D. D., à Friburg, Maine.
C. Colonel WILLIAM P. MUNFORD, esq., à Richmond, Virginia.
C. F. B. SAUBORN, esq., secrétaire de l'association pour la science sociale, à Boston, Massachusetts.
C. Hon. HORATIO SEYMOUR, président de la Société nationale des prisons, à Utica, New-York.

- C. HON. BENJAMIN STARKE, à New-London, Connecticut.
C. HON. RICHARD VAUX, président du Bureau des inspecteurs du pénitencier de l'Est, à Philadelphia, Pennsylvania.
C. HON. C. S. WALKER, président du Bureau de l'assistance publique, à Detroit, Michigan.
C. REV. D^r WINES, secrétaire de la Société nationale des prisons, à New-York.
C. REV. FRED. H. WINES, L. L. D., secrétaire du Bureau de l'assistance publique, à Springfield, Illinois.
C. REV. AUGUSTUS WOODBURG, président du Bureau des inspecteurs des prisons de l'État, à Providence, Rhode-Island.
C. REV. JAMES WOODWORTH, secrétaire de la Société des prisons, à San-Francisco, Californie.

Grèce.

- C. OIKONOMOS, avocat, rue Stadion, 41, à Athènes.
T. SKOUSÈS (Alexandre), attaché au ministère des Affaires étrangères, à Athènes.

Hollande.

- C. BRUSA, professeur de droit criminel, à l'Université d'Amsterdam, à Amsterdam.
C. DELPRAT, président de la Commission de surveillance des prisons, à Rotterdam.
T. GODEFROY, député aux états généraux de Hollande, ancien ministre, à La Haye.

Italie.

- C. BELTRANI-SCALIA, inspecteur général des prisons, au ministère de l'Intérieur, à Rome.
C. CANONICO (le chevalier Tancredi), conseiller à la Cour de cassation de Rome, professeur honoraire de droit pénal à l'Université de Turin, via Torino, 60, à Rome.
C. S. E. PESSINA, ministre de l'Agriculture, député, professeur de droit criminel à l'Université de Naples, à Naples.

Mexique.

- T. FORTUNO (Leonardo), représentant du ministère public, à Mexico.

Russie.

- T. FACULTÉ DE DROIT DE JARROSAW.
T. FOINITZKY, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg.
T. GALKINE, gouverneur de Saratoff.
T. GROT (S. Exc. M.), conseiller privé, membre du Conseil de l'Empire, secrétaire d'État, Grande-Rue-des-Écuries, 1, à Saint-Petersbourg.

MM.

- C. KAPNITZ (le comte Jean), gentilhomme de la chambre de S. M. l'empereur de Russie, attaché à la chancellerie particulière de S. M. (section législative), avenue du Roi-de-Rome, 14 (Paris).
C. KAPOUSTINE (de), directeur de la Faculté de droit de Jarroslaw.
T. KOKOVITZEFF, chef de bureau au ministère de la Justice, à Saint-Petersbourg.
T. SOLLOHUB (le comte W.), conseiller privé de S. M. l'Empereur, Pg. Fontanna, 6, pont Czernischeff, 64.
T. TOURGUENEFF (Jean), homme de lettres, rue de Douai, 30, à Paris.
T. TAHLBERG, 17, canal Sainte-Catherine, à Saint-Petersbourg.
T. WAGANOFF (M^{me}), 20, rue Karawonnaja, à Saint-Petersbourg.

Suède.

- T. ALMQUIST, (T.), membre de la 1^{re} chambre de la Diète, directeur général et chef de l'administration pénitentiaire en Suède, à Stockholm.
T. BIRGER KRISTOFER GRENANDER, docteur en droit, Kongl svea hofratt, à Stockholm.
C. LUNDIN (Claes), publiciste, S'Dagbled, à Stockholm.
C. d'OLIVECRONA, membre de la Cour suprême du Royaume de Suède, membre correspondant de l'Institut de France, à Stockholm.

Suisse.

- C. GUILLAUME (le docteur), directeur du pénitencier, à Neufchâtel.
T. PICOT (Adrien), 16, rue des Granges, à Genève.

LISTE DES REVUES

AVEC LESQUELLES LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS FAIT L'ÉCHANGE DE SON BULLETIN

FRANCE

- Bulletin de la Société de législation comparée.*
Bulletin de la Société de protection des apprentis.
La France judiciaire.
Journal d'éducation correctionnelle; — bulletin de la colonie de Sainte-Foy.
Nouvelle Revue de droit français et étranger.
Revue du patronage des libérés.
Revue du patronage des protestants libérés.

ÉTRANGER

- ALLEMAGNE. — *Blatter für Gefügnisskunde.*
ANGLETERRE. — *Reformatory and Refuge Journal*
ESPAGNE. — *La Voz de la Caridad à Madrid.*
GRÈCE. — *Ἐφημερίς χῶν Φύλαχων.*
ITALIE. — *Rivista di discipline carceraria.*

TABLE DU DEUXIÈME VOLUME

N° 1. — Janvier 1878.

	Pages.
SÉANCE GÉNÉRALE DU 2 JANVIER 1878.	3
A. Rapport sur les écoles industrielles et la protection des enfants insoumis et abandonnés, par M. le pasteur Robin.	6
B. Suite de la discussion sur le patronage des adultes.	24
ENQUÊTE SUR LE PATRONAGE DES LIBÉRÉS ADULTES (suite).	
A. Le patronage en Angleterre, par M. Fernand Desportes.	38
B. Le patronage en Italie, par M. Beltrani Scalia.	52
LA SOCIÉTÉ ROYALE DES PRISONS, 1819-1830, par le baron Ch. Daru et V. Bournat	54
UN PROGRAMME DE RÉFORME PÉNITENTIAIRE AUX ÉTATS-UNIS (2 ^e partie), par le Dr Wines.	73
REVUE PÉNITENTIAIRE.	
1. Communication de M. Charles Lucas à l'Académie des sciences morales et politiques	91
2. Notice sur une maison de refuge à Philadelphie, par M. le comte Drouin de Lhuys	92
3. Œuvre de la bibliothèque des jeunes détenus.	98
4. Société de patronage des libérés de Bordeaux	99
5. Notice bibliographique : réforme du système pénitentiaire par le Dr Adolphe; — Espagne (Georges Dubois).	106

N° 2. — Février 1878.

SÉANCE GÉNÉRALE DU 6 FÉVRIER 1878.	109
A. Rapport sur les écoles de réforme pour l'éducation des plus jeunes enfants envoyés en correction, par M. A. Choppin.	112
B. Suite de la discussion sur le patronage des adultes	118
ENQUÊTE SUR LE PATRONAGE DES LIBÉRÉS ADULTES (suite).	
A. Le patronage en Angleterre, par M. C. de Corny	137
B. Le patronage en France.	
1 ^o Rapport lu au Conseil supérieur des prisons par M. le Directeur de l'administration pénitentiaire	143